

## Propositions de suppression

Propositions de remplacement (mise en forme, conformité à la charte, clarification, etc.)

Répétitions (indiquées uniquement pour faciliter l'editing)

Remarques ou questions éventuelles

## Conceptualiser les hiérarchies épistémiques, morales et politiques entre les sujets féministes

Alors que le féminisme connaît une résurgence sans précédent dans de nombreux contextes nationaux et transnationaux depuis 2017, dans le sillage du mouvement #MeToo, la question de qui en constitue le sujet, de qui peut parler en son nom ou le représenter traverse de nombreux la plupart des mouvements et les organisations féministes, et suscite de nombreuses multiples discussions théoriques. Cette question est à la fois éminemment normative et au cœur des pratiques féministes. Se dire féministe, parler au nom « des femmes », mettre en place des politiques féministes, promouvoir les droits « des femmes », s'allier avec d'autres ou dénoncer des ennemies, édicter ce qu'est l'émancipation et quand est atteinte ou enfreinte l'égalité : toutes ces pratiques et ces discours définissent et délimitent de nombreuses catégories (bénéficiaires, victimes, représentantes, expertes, alliées, etc.) et, ce faisant, énoncent également qui est le sujet légitime du féminisme.

Cette question déjà ancienne a été abordée par les philosophes et les théoriciennes féministes<sup>1</sup> avec des travaux focalisés sur des questions ontologiques, et d'autres s'attelant à ou encore sur la question de la représentation des femmes<sup>2</sup>. Elle a aussi fait l'objet d'analyses de la part des sociologues travaillant sur les frontières mouvantes et contestées du sujet collectif « femmes<sup>3</sup> ». Les travaux sur la mobilisation des identités dans les mouvements

---

<sup>1</sup>Voir par exemple dans les contextes américains et, plus récemment, français : bell hooks, *Ain't I a Woman: Black Women and Feminism*, Boston, South End Press, 1981, 224 p ; Elizabeth V. Spelman, *Inessential Woman: Problems of Exclusion in Feminist Thought*, Boston, Beacon Press, 1988, 221 p ; Judith Butler, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, New York/Londres, Routledge, 1990, 196 p ; Kristie Dotson, « Moi, féministe noire : Pour qui je me prends ? », *Diogène*, 2011, vol. 235-236, n° 3-4, 2011, p. 109-129 ; Hanane Karimi, *Les femmes musulmanes ne sont-elles pas des femmes ?*, Marseille, Hors d'atteinte, 2023, 210 p ; Emmanuel Beaubatie, *Ne suis-je pas une féministe ?*, Paris, Seuil, 2024, 60 p ; Pauline Clochec, *Après l'identité. Transitude et féminisme*, Paris, Hystériques associées, 2023, 160 p ; Éléonore Lépinard, *Féminisme*, Paris, Anamosa, 2024, 112 p.

<sup>2</sup>Anne Phillips, *The Politics of Presence*, Oxford, Oxford University Press, 1995 ; Karen Celis et Sarah Childs, *Feminist Democratic Representation*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

<sup>3</sup>Par exemple : Benita Roth, *Separate Roads to Feminism: Black, Chicana, and White Feminist Movements in America's Second Wave*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 2004 ; Éléonore Lépinard, *Feminist Trouble: Intersectional Politics in Post-Secular Times*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

sociaux nous invitent ainsi à réfléchir à la manière dont les féministes – qu’elles soient en position de représentantes, de militantes ou d’expertes – (re)produisent des lignes de partage, symboliques et matérielles, entre sujets féministes dominants et marginalisés. Ces analyses critiques ont été ravivées autant par la nouvelle vague de mobilisations que par la diffusion et l’appropriation du concept d’intersectionnalité qui vient questionner avec acuité les frontières du sujet féministe<sup>4</sup>. Finalement, les appropriations actuelles, multiples et fréquentes du vocabulaire du féminisme par ~~des actrices~~ divers·es **acteurs et actrices** de tous bords politiques et institutionnels<sup>5</sup>, soulignent d’autant plus l’intérêt de cette question et les enjeux politiques qui la sous-tendent : qui peut légitimement se dire féministe quand cette identité politique revendiquée s’articule à des projets xénophobes, islamophobes et racistes<sup>6</sup> ?

Ce dossier thématique entend faire découvrir ces enjeux et les renouveler en articulant deux champs d’investigations : la théorie politique et la sociologie des mobilisations<sup>7</sup>. Ce dialogue permet de développer de nouvelles réflexions à partir d’un angle novateur, celui des processus de production des sujets légitimes et illégitimes du féminisme. Les articles proposés prennent ainsi pour objet privilégié les opérations de délimitation, définition et catégorisation des « bons » et des « mauvais » sujets féministes de façon à saisir comment le sujet du féminisme est produit, tant d’un point de vue normatif que dans les pratiques concrètes des militantes. Ces questions de frontières ne sont pas nouvelles et, comme le montrent les articles réunis ici, les mouvements et **les** organisations féministes d’hier et d’aujourd’hui se constituent, se déchirent et s’opposent selon des logiques qui sont tout autant politiques que sociales et morales. C’est tout l’intérêt d’une entrée par la production et la définition des

---

<sup>4</sup>Kathy Davis, « Intersectionality as Buzzword: A Sociology of Science Perspective on What Makes a Feminist Theory Successful », *Feminist Theory*, vol. 9, n° 1, 2008, p. 67-85 ; Brittney Cooper, « Intersectionality », *in* Lisa Disch et Mary Hawkesworth (dir.), *The Oxford Handbook of Feminist Theory*, vol. 1, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 385-406 ; Elizabeth Evans et Éléonore Lépinard (dir.), *Intersectionality in Feminist and Queer Movements: Confronting Privileges*, Londres, Routledge, 2019, 312 p. ; Jill A. Irvine, Sabine Lang et Celeste Montoya (dir.), *Gendered Mobilizations and Intersectional Challenges: Contemporary Social Movements in Europe and North America*, Lanham, ECPR Press, 2019, 326 p. ; Charlène Calderaro et Éléonore Lépinard, « Intersectionality as a New Feeling Rule for Young Feminists : Race and Feminist Relations in France and Switzerland », *European Journal of Women’s Studies*, vol. 28, n° 3, 2021, p. 387-404.

<sup>5</sup>Sara Farris, *In the Name of Women’s Rights. The Rise of Femonationalism*, Durham, Duke University Press 2017 ; Magali della Suda, *Les nouvelles femmes de droite*, Marseille, Hors d’atteinte, 2022.

<sup>6</sup>Charlène Calderaro et Calogero Giametta, « “The Problem of Prostitution”: Repressive Policies In The Name Of Migration Control, Public Order, and Women’s Rights in France », *Anti-Trafficking Review*, n° 12, 2019, p. 155-171 ; Maja Sager et Diana Mulinari, « Safety for Whom? Exploring Femonationalism and Care-Racism in Sweden », *Women’s Studies International Forum*, vol. 68, 2018, p. 149-156 ; Charlène Calderaro, « The Racialisation Of Sexism: How Race Frames Anti-Street Harassment Policies in Britain and France », *Policy & Politics*, vol. 51, n° 3, 2023, p. 413-438.

<sup>7</sup>Les contributions de ce dossier sont en majeure partie issues de deux sessions d’une section thématique organisée sur le sujet lors du congrès 2022 de l’Association française de science politique à Lille, sélectionnées à partir d’une vingtaine de propositions.

sujets féministes que de permettre de donner à voir aussi bien les opérations épistémiques de légitimation ou d'invisibilisation des sujets féministes que les pratiques sociales qui produisent, confortent ou déstabilisent des hiérarchies entre sujets féministes, et de pouvoir en analyser toute la charge morale et politique.

Ce dossier s'adresse donc aussi bien aux spécialistes de théorie politique qu'aux chercheur·es travaillant sur les mouvements sociaux et le porte-parolat, et **qu'tout autant** à celles et **à** ceux **qui** étudient les rapports entre mouvements féministes et institutions. Les travaux théoriques sur la représentation politique des femmes qui ont contribué à remettre en question l'unité et l'homogénéité du sujet politique « femmes » et de ses intérêts<sup>8</sup> ont **moins souvent plus rarement** servi de point d'entrée pour questionner la représentation et ses tensions à l'intérieur des mouvements sociaux. Les réflexions proposées dans ce dossier suggèrent donc **également** des pistes pour renouveler les questionnements sur la représentation politique. Ce dossier entend **également dans le même temps** contribuer aux analyses qui se saisissent de l'outil théorique de l'intersectionnalité<sup>9</sup>. En effet, l'intersectionnalité a permis de mettre au jour la dimension conflictuelle du sujet collectif féministe, les processus d'invisibilisation et d'exclusion de certains sujets et les conditions sociales et morales permettant des coalitions<sup>10</sup>. Historiquement, les organisations féministes n'ont eu de cesse de désigner des sujets illégitimes en les tenant à l'écart de la définition des enjeux du mouvement, en invisibilisant leurs luttes ou en **particip** **contribu**ant activement à leur discrédit politique<sup>11</sup>. Les mouvements féministes se prêtent donc particulièrement bien à une analyse intersectionnelle des tensions liées à l'identité et à la constitution d'un sujet politique. L'étude de ces dynamiques a été développée par des travaux qui ont apporté une

---

<sup>8</sup>Jane Mansbridge, « Should Blacks Represent Blacks and Women Represent Women? A Contingent “Yes” », *The Journal of Politics*, vol. 61, n° 3, 1999, p. 628-657 ; Melissa S. Williams, *Voice, Trust, And Memory: Marginalized Groups and the Failings of Liberal Representation*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

<sup>9</sup>Kimberle Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, 1989, n° 140, p. 138-167.

<sup>10</sup>Elizabeth R. Cole et Zakiya T. Luna, « Making Coalitions Work: Solidarity across Difference within US Feminism », *Feminist Studies*, vol. 36, n° 1, 2010, p. 71-98 ; Erica Townsend-Bell, « What is Relevance? Defining Intersectional Praxis in Uruguay », *Political Research Quarterly*, vol. 64, n° 1, 2011, p. 187-199 ; Jill A. Irvine, Sabine Lang et Celeste Montoya (dir.), *Gendered Mobilizations and Intersectional Challenges...*, *op. cit.* ; Elizabeth Evans et Éléonore Lépinard (dir.), *Intersectionality in Feminist and Queer Movements...*, *op. cit.* ; Ilana Eloït, « Trouble dans le féminisme », *20&21. Revue d'histoire*, vol. 148, n° 4, 2020, p. 129-145 ; Hanane Karimi, *Les femmes musulmanes ne sont-elles pas des femmes ?*, Marseille, Hors d'atteinte, 2023.

<sup>11</sup>Victoria Hesford, *Feeling Women's Liberation*, Durham, Duke University Press, 2013 ; Genevieve Page, « “Est-ce qu'on peut être racisées, nous aussi ?” : Les féministes blanches et le paradoxe de racisation », **in Naïma Hamrouni et Chantal Maillé (dir.)**, *Le sujet du féminisme est-il blanc ? Femmes racisées et recherche féministe*, Montréal, Éditions du Remue-Ménage, 2015, p. 133-154 ; Lars Stoltzfus-Brown, « Trans-Exclusionary Discourse, White Feminist Failures, and the Women's March on Washington, DC », **in Jennifer C. Dunn et Jimmie Manning (dir.)**, *Transgressing Feminist Theory and Discourse*, Londres, Routledge, 2018.

perspective critique sur la construction du sujet unitaire du féminisme à partir des expériences politiques lesbiennes<sup>12</sup>, des sujets féministes racisés<sup>13</sup>, des sujets transféministes<sup>14</sup>, ou des travailleur·ses du sexe<sup>15</sup>. Les contestations du sujet dominant sont aussi venues des organisations féministes des Suds et de la remise en question d'un universalisme et d'une « sororité mondiale » promue par les organisations internationales<sup>16</sup>. Ce dossier s'inscrit pleinement, par les terrains qu'il présente et par les réflexions qu'il propose, dans ce champ d'études dynamique sur l'intersectionnalité dans les mouvements féministes.

Le vocabulaire conceptuel et politique de l'intersectionnalité n'est cependant pas toujours celui qui est ou a été mobilisé pour élaborer ces critiques à partir de l'expérience de la marginalisation et de la contestation des opérations d'appropriation du sujet féministe. En effet, certaines critiques, par exemples issues des mouvements trans, lesbiens ou afroféministes sont antérieures à l'apparition du terme lui-même, ou peuvent lui préférer d'autres concepts – double oppression, matrice des dominations, féminisme blanc, hétéroféminisme, etc. – permettant de cibler et de contester des opérations de pouvoir spécifiques. Par ailleurs, les appropriations et dépolitisations du concept d'intersectionnalité, tant dans la recherche que dans les pratiques féministes, suscitent également des critiques et des réticences<sup>17</sup>. La diffusion et la mobilisation de ce concept dans les travaux sur les

---

<sup>12</sup>Ilana Eloit, « Trouble dans le féminisme », *20&21. Revue d'histoire*, vol. 148, n° 4, 2020, p. 129-145.

<sup>13</sup>La généalogie intellectuelle de l'afroféminisme constitue un vaste corpus, voir l'anthologie proposée par Elsa Dorlin (dir.), *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain (1975-2000)*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; et plus récemment sur les contextes francophones, voir Naïma Hamrouni et Chantal Maillé (dir.), *Le sujet du féminisme est-il blanc?...*, op. cit. ; Silyane, Larcher « “Nos vies sont politiques !” L'afroféminisme en France ou la riposte des petites-filles de l'Empire », *Participations*, vol. 3, n° 19, 2017, p. 97-127 ; Leila Benhadjoudja, « Les femmes musulmanes peuvent-elles parler ? », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 42, n° 1, 2018, p. 113-133 ; Éléonore Lépinard, *Feminist Trouble: Intersectional Politics in Post-Secular Times*, New York, Oxford University Press, 2020 ; Myriam Paris, « “Contre tous les pouvoirs”. Le militantisme intersectionnel de féministes réunionnaises émigrées en France (années 1960-1970) », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 146, n° 2, 2020, p. 95-107.

<sup>14</sup>Pauline Clohec, *Après l'identité...*, op. cit.

<sup>15</sup>Louise Toupin, « La légitimité incertaine des travailleuses du sexe dans le mouvement des femmes au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 2, 2009, p. 109-127 ; Lilian Mathieu, « L'enrôlement du féminisme dans la lutte contre la prostitution », *Cités*, vol. 73, n° 1, 2018, p. 57-66.

<sup>16</sup>Chandra Talpade Mohanty, « Under Western Eyes: Feminist Scholarship and Colonial Discourses », *Feminist Review*, vol. 30, n° 1, 1988, p. 61-88 ; Chandra Talpade Mohanty, *Feminism without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Durham, Duke University Press, 2003 ; Elsa Galerand, « Contradictions de sexe et de classe la marche mondiale des femmes de 2000 », in Olivier Fillieule (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 225-241 ; Isabelle Giraud et Pascale Dufour, *Dix ans de solidarité planétaire : perspectives sociologiques sur la Marche mondiale des femmes*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2010 ; Ioana Cîrstocea, « La “sororité” à l'épreuve : pratiquer l'internationalisme féministe au lendemain de la guerre froide », *Critique internationale*, vol. 66, n° 1, 2015, p. 85-101 ; Serene J. Khader, *Decolonizing Universalism: A Transnational Feminist Ethic*, New York, Oxford University Press, 2018.

<sup>17</sup>Sirma Bilge, « Intersectionality Undone: Saving Intersectionality from Feminist Intersectionality Studies », *Du Bois Review: Social Science Research on Race*, vol. 10, n° 2, 2013, p. 405-424 ; Sirma Bilge, « Plaidoyer pour une intersectionnalité critique non blanchie », in Farinaz Fassa, Éléonore Lépinard et Marta Roca i Escoda (dir.), *L'intersectionnalité : enjeux théoriques et politiques*, Paris, La Dispute, 2016, p. 75-102 ; Fatima Ait Ben

mouvements féministes a néanmoins permis de recentrer les analyses du féminisme sur les rapports sociaux structurants des hiérarchies pérennes au sein des organisations féministes, sur la re-production des privilèges au sein des pratiques féministes, sur les opérations d'appropriation de l'universel par les fractions dominantes des mouvements et sur les éliminations épistémiques qui amputent les savoirs féministes. En s'intéressant à des formes d'exclusion sociale et politique structurantes – liées à la race, la sexualité, la classe ou l'identité trans – de récents travaux attestent de processus communs d'exclusion ou de minoration : appropriation de l'universel, suppressions épistémiques, contestation de l'appartenance au sujet « femmes », recentrement des priorités sur les sujets féministes en position majoritaire, division du travail militant inégalitaire, etc. Ces recherches permettent également de montrer les spécificités caractérisant des périodes historiques différentes (les mouvements de libération de la deuxième vague par exemple), certains contextes politiques façonnant les mouvements féministes et leurs stratégies (tels que la guerre froide, la montée contemporaine de l'extrême droite ou l'idéologie républicaine à la française) ou certains types d'exclusion. Ce renouveau de la recherche sur le féminisme, et ce numéro de *Raisons politiques*, posent ainsi des questions empiriques – qui est véritablement inclus·e dans un mouvement social qui se veut à portée universelle ? – étroitement liées à des questions normatives : quelle éthique, quelle politique et quelle ontologie du sujet féministe peuvent parer à ses exclusions historiques ?

En dépit du moindre espace accordé à la théorie féministe dans l'espace académique français, on assiste aujourd'hui à un renouveau du mouvement de théorisation et de conceptualisation dans lequel ce dossier souhaite s'inscrire. Parmi les contributions collectives historiques, on peut notamment citer le numéro « Féminismes. Théories, mouvements, conflits » paru dans de *L'homme et la société* en (2005)<sup>18</sup>, les numéros 39 « Féminisme(s) : penser la pluralité » (2005) et le hors-série « Féminisme(s). Recompositions et mutations » (2006) n°1 des *Cahiers du Genre* (2006)<sup>19</sup> ; ou encore les numéros « Théories féministes et queer décoloniales » des *Cahiers du Cedref* (2011), et « Féminismes décoloniaux genre et développement » de la *Revue Tiers Monde* (2012) qui restituait la pensée

---

Lmadani et Nasima Moujoud, « Peut-on faire de l'intersectionnalité sans les ex-colonisé·e-s ? », *Mouvements*, vol. 72, n° 4, 2012, p. 11-21 ; Charlene Calderaro et Éléonore Lépinard, « Intersectionality as a New Feeling Rule for Young Feminists... », art. cité ; Evélia Mayenga, « Les traductions françaises de l'intersectionnalité : race, mondes académiques et profits intellectuels », *Marronages*, vol. 2, n° 1, 2023, p. 139-163.

<sup>18</sup> Numéro dirigé par Marc Bessin et Elsa Dorlin : « Féminismes. Théories, mouvements, conflits », *L'Homme et la société*, n° 158, 2005.

<sup>19</sup> « Féminisme(s) : penser la pluralité », *Cahiers du genre*, n° 39, 2005 ; et « Féminisme(s). Recompositions et mutations », *Cahiers du genre*, Hors-série n° 1, 2006.

critique portée par les féminismes décoloniaux et des Suds<sup>20</sup>. En 2015, deux numéros de la revue *Comment s'en sortir* abordaient également ces questions, à partir des féminismes noirs (« Du côté obscur : féminismes noirs » coordonné par Keivan Djavadzadeh et Myriam Paris<sup>21</sup>) et des transféminismes (dirigé par Kira Ribeiro et Ian Zdanowicz)<sup>22</sup> ainsi qu'un numéro des *Cahiers du Cedref* consacré à « Intersectionnalité et colonialité »<sup>23</sup>. En 2021, l'ouvrage collectif *Théoriser en féministe* questionne « la manière dont le positionnement féministe structure l'activité de théorisation<sup>24</sup> » et participe à ce mouvement de création d'espaces pour la théorie féministe en France.

Dans la lignée de ces publications, le présent ce dossier de *Raisons politiques* propose des contributions théoriques et empiriques, centrées sur la France ainsi que sur des à partir de terrains français et étrangers et à travers des époques variées. En se concentrant sur les « bons » et les « mauvais » sujets féministes, ce numéro cherche à donner à voir il s'agit de mettre au jour un ensemble de sites de production des hiérarchies qui se constituent à la fois au niveau épistémologique, conceptuel, comme au niveau des pratiques sociales et politiques. En s'appuyant sur un large corpus qui a appelé à la déstabilisation de ces hiérarchies, porté notamment par les courants du *Black feminism*, des féminismes décoloniaux, trans et lesbiens, ce dossier propose une réflexion sur la contestation et sur la sauvegarde des positions dominantes au moyen de l'établissement de frontières, de hiérarchies, et de marginalisations. Il fait état de la persistance d'un certain nombre de clivages qui continuent de structurer ces ruptures au sein du sujet féministe, en particulier ceux liés aux questions raciales, religieuses, trans, lesbienne, liés à la caste, aux inégalités Est/Ouest et aux rapports de domination Nord/Sud. Il s'agit ainsi de pointer des processus qui, parce qu'ils rejouent des enjeux structurants, peuvent être identifiés de façon transversale. Les contributions permettent d'approfondir en particulier trois pistes principales, demeurant relativement peu investiguées.

Un premier axe de réflexion situé au niveau épistémologique pose la question de questionne la manière dont les frontières du sujet féministe sont travaillées par les tensions

---

<sup>20</sup>« Théories féministes et queers décoloniales », *Cahiers du Cedref*, n° 18, 2011 et « Féminismes décoloniaux, genre et développement », *Revue Tiers Monde*, n° 209, 2012.

<sup>21</sup>« Du côté obscur : féminismes noirs », *Comment s'en sortir*, n° 1, 2015, disponible en ligne (<https://commentssortir.wordpress.com/numeros/numeros-parus/numero-1/>).

<sup>22</sup>« Transféminismes », *Comment s'en sortir*, n° 2, 2015, disponible en ligne (<https://commentssortir.wordpress.com/numeros/numeros-parus/numero-2/>).

<sup>23</sup>« Intersectionnalité et colonialité », *Cahiers du Cedref*, n° 20, 2015.

<sup>24</sup>Anaïs Choulet-Vallet et al. (dir.), *Théoriser en féministe*, Paris, Hermann, 2021, p. 5.

entre les différents sujets collectifs se revendiquant d'un « nous ». Les articles mettent en avant les outils conceptuels qui permettent de penser non seulement ces frontières, mais aussi la façon dont elles construisent des asymétries entre des « bons » et des « mauvais » sujets féministes. À ce titre, Léa Védie Brêtecher (« Comment mal dire “nous” ? Judith Butler et les différents écueils du “sujet féministe” ») prend la pensée de Judith Butler comme matériau privilégié pour esquisser une typologie des manières de produire des mauvais sujets féministes. Restituant les termes du débat autour du « sujet politique du féminisme » et de ses crises, elle reconstitue des distinctions conceptuelles implicites dans le travail de Judith Butler et aboutit à distinguer deux formes d'exclusion. La première repose sur « la désignation de sujets considérés comme déviants vis-à-vis d'une identité collective », tandis que la seconde consiste à « refuser à certaines le droit de prendre part à l'élaboration des revendications des luttes féministes, au prétexte qu'elles ne seraient pas suffisamment libérées pour rejoindre les rangs féministes ». À travers les différentes contributions du dossier, il s'agit ainsi de penser la manière dont le sujet collectif du féminisme est produit, contesté, travaillé, au croisement de revendications morales et politiques, celles de former un sujet politique commun, et de dynamiques sociales de hiérarchisations et d'inégalités. La contribution d'Ilana Eloit et Éléonore Lépinard, (« Les “autres” du féminisme français. Penser les répressions épistémiques de l'universalisme au prisme des débats sur le lesbianisme et le voile islamique ») met en lumière les logiques discursives et épistémiques comparables dans l'invisibilisation et la mise à l'écart des minorités lesbiennes et musulmanes au sein du féminisme universaliste et le caractère mutuellement constitutif des régimes d'oppression liés à la sexualité et à la race au sein du féminisme français à deux époques différentes. Les autrices démontrent que l'universalisme républicain exerce, en tant que régime de discours et de savoirs « universels », une violence épistémique à l'encontre des sujets minorisés et qu'il impose son épistémologie libérale comme unique voie de l'émancipation. Cela implique la constitution des sujets minorisés comme des autres dont la conscience subalterne, les pratiques et les savoirs minoritaires sont exclus du champ de la politique légitime.

Dans « Theorising the “perspective of exit” as a political position concerning paid domestic work », Ana Maria Szilagyï montre comment certaines positions politiques, portées par les théoriciennes féministes et les groupes syndicaux organisés, sont devenues audibles au prix de l'invisibilisation de positions alternatives défendues par les premières concernées – ici, les travailleuses domestiques. L'autrice discute les positions féministes et syndicales relatives à la reconnaissance du travail domestique comme travail, à l'aune de ce qu'elle qualifie de « perspective de la sortie ». Elle se demande en effet comment comprendre la

valeur politique de la position de certaines travailleuses domestiques qui cherchent à sortir du travail domestique rémunéré. En donnant à voir cette position, elle diagnostique l'accueil inexistant réservé aux revendications des travailleuses domestiques dans la théorisation féministe en soulignant les logiques d'invisibilisation de ces revendications. Défendant l'idée d'une compatibilité entre les deux positions, elle propose de réfléchir à l'abolition du travail domestique rémunéré dans ses formes contemporaines genrées et racialisées.

Attentif à la circulation et à la réappropriation des théories, ce dossier montre également qu'on assiste à des réemplois de l'intersectionnalité, investie de significations diverses par et dans les groupes organisés, tantôt considérée comme un cumul d'oppressions ou comme le croisement spécifique de différents rapports de pouvoir. Ces conceptualisations – parfois très hétérogènes – induisent des pratiques différentes voire opposées au sein de mouvements féministes qui, *via* le vocable de l'intersectionnalité, prétendent pourtant tous à réaliser d'avantage d'« inclusion ». L'article de Virginie Dutoya, (« “Will the real Bahujan Woman in the Room Please Stand up?” Production et contestation du sujet “femme” au sein du féminisme indien ») restitue la richesse des débats épistémiques et théoriques sur la constitution du sujet féministe au sein du féminisme universitaire indien, en tenant compte des emplois de l'intersectionnalité dans ces espaces académiques. L'autrice montre en effet comment, dans un contexte de globalisation de la cause des femmes et du monde académique et sous l'effet, notamment, de l'institutionnalisation des études « sur les femmes », les femmes subalternes indiennes ont été exposées à des formes de « survisibilité » en tant qu'objet de représentation. Ces processus ont été concomitants de leur invisibilisation en tant que sujets actifs des politiques de représentation, y compris dans le monde académique.

Un deuxième axe s'intéresse aux façons dont les processus de définition des sujets légitimes du féminisme alimentent les dynamiques concrètes de division du travail militant au sein des mouvements sociaux, par exemple en attribuant des tâches moins valorisées à celles et à ceux qui sont déjà invisibilisés, en particulier des personnes trans et des personnes racisées. La question de l'articulation entre normes de bonne représentation et d'inclusion et pratiques empiriques censées traduire celles-ci permet de renouveler les questionnements théoriques, tant sur les normes qui animent les mouvements sociaux que sur les pratiques contradictoires qu'ils mettent en œuvre au nom de ces normes. À travers les contributions, on saisit que ces dynamiques peuvent contribuer à distinguer des sujets dit « actifs » et des sujets dits « passifs », les premiers portant les bonnes pratiques du féminisme auprès de sujets « à

émanciper<sup>25</sup> ». En ce sens, la contribution d'Irène Despontin Lefevre (« Les enjeux d'un affichage intersectionnel. Tensions, méconnaissances et usages stratégiques de l'intersectionnalité au sein de #NousToutes »)<sup>25</sup> révèle la manière dont le collectif #NousToutes prétend à la représentation d'un sujet féministe pluriel. L'autrice met en avant la manière dont l'intersectionnalité, en tant que conceptualisation des luttes, est marginalisée au profit de l'« inclusivité ». Le travail militant s'appuie sur un répertoire d'« universalisation du genre », c'est-à-dire une approche additive des discriminations, et le met en œuvre à travers la communication visuelle, faisant gage d'inclusivité à moindre frais. Les militantes qui souhaitent porter les questions raciales au sein de l'organisation peinent à mener le collectif au-delà de ces questions de représentation et se heurtent aux cadres organisationnels hiérarchiques qui limitent l'expression de sujets féministes à la marge. Ainsi, au-delà des constructions discursives d'un sujet collectif se voulant « inclusif », les pratiques mises en avant dans ce dossier révèlent des formes de résistance à l'élargissement du sujet collectif légitime du féminisme par les personnes majoritaires. Les contributions insistent donc sur le fait que certains concepts comme celui d'intersectionnalité, qui ont été forgés pour justement permettre de déstabiliser les positions dominantes, sont retournés ou réinvestis en faveur du maintien de ces positions. C'est notamment l'un des apports de l'article de Lucile Quéré (« Au nom de l'intersectionnalité. Travail d'inclusion et reproduction d'un ordre racial et genré dans le *self-help* féministe »)<sup>26</sup> qui met en lumière la reproduction des hiérarchies raciales et genrées par les usages militants de l'intersectionnalité. En effet, l'identification des militantes du *self-help* à un « féminisme intersectionnel inclusif » des « minorités sexuelles et des personnes trans, intersexuées et non binaires » les amènent à produire un « travail d'inclusion qui n'inclut pas », puisqu'il participe au contraire à la reproduction d'une division hiérarchisée du travail militant favorable aux personnes cisgenres et au renforcement d'un ordre racial inégalitaire. Les articles du dossier s'intéressent à ces dynamiques à l'intérieur des groupes militants, mais également dans des mondes du travail (académique, artistique) qui investissent les logiques militantes. Ainsi, la contribution d'Emmanuelle David (« “Bon” sujet féministe pour l'Occident, “mauvais” sujet au Maroc... et *vice versa* : la définition des sujets légitimes du féminisme à l'épreuve des logiques raciales et des rapports Nord/Sud ») documente les modalités de déploiement de la « blanchité féministe<sup>26</sup> » au sein de projets

---

<sup>25</sup>Éléonore Lépinard, « Race et religion : les “bons” et les “mauvais” sujets du féminisme en France », in Éléonore Lépinard, Lavinia Gianettoni et Oriane Sarrasin (dir.), *Genre et islamophobie : Discriminations, préjugés et représentations en Europe*, Lyon, ENS Éditions, 2021, p. 121-140.

<sup>26</sup>Éléonore Lépinard, « Feminist Whiteness: Resisting Intersectionality in France », in Elizabeth Evans et Éléonore Lépinard (dir.), *Intersectionality in Feminist and Queer Movements...*, op. cit., p. 183-201.

artistiques transnationaux qui se disent intersectionnels. Non seulement les commissaires d'exposition françaises ont recours à des figures simplificatrices et exotisantes dans leur sélection des artistes marocain·es, mais ils y ont recours au nom d'un « effort de décentrement ». La comparaison de discours produits depuis les milieux artistiques, militants et médiatiques révèle également l'existence d'injonctions contradictoires et le caractère relatif et contextuel de la constitution en « bon » sujet féministe. Ainsi, ces recherches montrent comment les processus de définition des sujets légitimes entrent en interaction avec les logiques professionnelles, et les pratiques d'exclusion, de reproduction de hiérarchies, ou de contestations de celles-ci auxquelles elles donnent lieu.

Enfin, un troisième axe abordé par les contributions de ce dossier propose d'observer ces processus au niveau des interactions des sujets collectifs et individuels du féminisme avec les institutions : comment la production de sujets légitimes/illégitimes s'effectue-t-elle en lien avec les pouvoirs publics, et quelles dynamiques de coalition, ou au contraire, de concurrence, entre des sujets collectifs engendrent-elles ? Comment les soutiens publics peuvent-ils varier en fonction des temporalités politiques et du contenu des discours articulés par les groupes féministes sur le sujet politique qu'elles sont censés incarner ? Plusieurs contributions révèlent la tension entre la formulation des revendications par les groupes militants et la volonté de s'inscrire dans des cadrages universalistes valorisés par les pouvoirs publics. Dans son article sur les effets du cadrage de la politique d'égalité des sexes de la Ville de Paris (« Cibler le «féminin universel» et invisibiliser les «mauvais» » publics. Le positionnement des actrices de la politique d'égalité des sexes de la Ville de Paris »), Manon Torres met en avant les processus de mise en concurrence de deux cadrages, l'intersectionnalité et le « féminin universel », qui sont parfois amenés à coexister. Elle révèle d'ailleurs que l'affirmation d'un féminisme intersectionnel, lorsqu'il apparaît comme un « gage de vertu », sert en réalité le même but que le cadrage par le « féminin universel » et justifie paradoxalement d'une action publique qui invisibilise les femmes qui n'appartiennent pas aux catégories dominantes, en particulier les femmes racisées comme musulmanes. L'article de Ioana Cîrstocea (« Géopolitique de la «sororité». Construire un sujet féministe universel dans le cadre onusien (1975-1995) ») développe la problématique de la relation entre militantisme et institutions et se penche sur les modalités de l'affirmation d'une idéologie qui « proclame la solidarité des femmes à l'échelle du monde », en se structurant progressivement autour des conférences onusiennes. L'autrice montre ainsi comment, à l'intérieur des institutions, la structuration d'un discours féministe global s'est opéré par l'invisibilisation des politisations divergentes du genre, et en particulier par le gommage des critiques anti-hégémoniques alors

portées par des femmes non occidentales. Elle révèle ainsi les processus de sélection des bonnes interlocutrices par certains acteurs internationaux, processus occultés par un agenda soi-disant unifié d'un féminisme transnational.

À bien des égards, ce dossier montre que la question de la délimitation des sujets légitimes du féminisme ne s'épuise pas avec l'étude des mouvements sociaux, mais se trouve rejouée dans d'autres espaces du monde social, notamment dans les mondes du travail. À travers les articles centrés sur des sujets féministes issus du Sud global il souligne également la construction du rapport au féminisme comme catégorie dite « occidentale », et explore les usages qui sont faits de ces catégories dans un contexte international où les espaces de promotion des droits des femmes (sous diverses étiquettes) sont largement investis par les agences internationales de développement (voir à ce titre les contributions d'Emmanuelle David et de Virginie Dutoya). Enfin, certaines contributions, en mettant en avant les procédés d'exclusion menés au nom même de l'intersectionnalité, font écho à des dynamiques qui, si elles excèdent la thématique de ce dossier, nous poussent à interroger les pratiques qui se déploient dans le monde académique – y compris les nôtres. En particulier, un ensemble de chercheurs·ses pose la question de la reproduction des positions de pouvoir au sein des études féministes et au sein des champs de recherche sur l'intersectionnalité<sup>27</sup>. Les réflexions réunies ici autour de la stabilisation des positions dominantes excluantes constituent ainsi également une invitation à déstabiliser ces hiérarchies, y compris dans le monde académique<sup>28</sup>.

*Emmanuelle David et Éléonore Lépinard*

---

<sup>27</sup>Fatima Ait Ben Lmadani et Nasima Moujoud, « Peut-on faire de l'intersectionnalité sans les ex-colonisé·es ? », art. cité ; Sirma Bilge, « Le blanchiment de l'intersectionnalité », *Recherches féministes*, vol. 28, n° 2, 2015, p. 9-32 ; Virginie Dutoya *et al.*, « Introduction. Analyses féministes des rapports de domination dans l'enseignement supérieur et la recherche », *Genre, sexualité & société*, n° 22, 2019 ; Evélie Mayenga, « Les traductions françaises de l'intersectionnalité... », art. cité.

<sup>28</sup>Nous tenons à remercier chaleureusement Alexandre Jaunait pour son enthousiasme et ses encouragements, son travail de relecture et de coordination, ainsi qu'Éléonore Beurlet pour ses relectures minutieuses et son travail d'édition.